



### 3. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Jo, Här President, ech erlabe mer, am Numm vun der Environmentskommissioun an der Ekonomieskommissioun eng Motioun ze deposéieren. Déi leeft ënnert dem Numm vum Henri Kox a vum Franz Fayot. Et geet ëm en «Cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030». Ech wär frou, wa mer déi kéinten nom éischte Gesetz schonn debattéieren, well da souguer d'Madame Ministesch wéi den Här Minister vun der Ekonomie a vum Environnement nach do sinn, esou dass si och kënnen entspreichend Stellung huelen.

Merci.

#### Motion

*proposée par la Commission de l'Environnement et la Commission de l'Économie en relation avec le document*

COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030

La Chambre des Députés,

- en relation avec la définition d'un cadre d'action en matière de climat et d'énergie de l'Union européenne pour la période comprise entre 2020 et 2030;

- considérant que l'Union européenne a beaucoup progressé depuis l'adoption de son premier paquet de mesures concernant le climat et l'énergie en 2008;

- saluant que les pays de l'UE sont désormais en bonne voie pour atteindre les objectifs fixés pour 2020 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-20% par rapport à 1990) et d'énergies renouvelables (20% de la consommation), et que des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne l'efficacité énergétique (+20%) grâce à des bâtiments, des produits, des procédés industriels et des véhicules plus performants;

- sachant que ces objectifs dans les trois domaines ont joué un rôle clé en tant que moteur de ces progrès, garantissant la pérennité de plus de 4,2 millions d'emplois dans diverses éco-industries et le maintien de la croissance pendant la crise;

- sachant que l'UE assure son alimentation en énergie par des importations à hauteur de 3% du PIB européen soit une dépense d'environ 450 milliards d'euros par an, dont 150 milliards d'importations de pétrole, gaz et charbon de la seule Russie;

- saluant l'initiative dans ce contexte des Ministres Etienne Schneider (Économie) et Carole Dieschbourg (Environnement) d'envoyer le 20 janvier 2014 une lettre commune à Madame Connie Hedegaard et Monsieur Günther Oettinger, responsables au niveau de la Commission européenne dans les domaines climat et énergie dans laquelle les Ministres luxembourgeois se rallient aux Ministres d'Allemagne, de France, d'Autriche, de Belgique, des Pays-Bas, d'Italie, du Portugal et d'Irlande pour souligner que «comme nos collègues, nous défendons le principe d'un objectif ambitieux pour les énergies renouvelables à l'horizon 2030. Cet objectif créera un environnement économique sûr, préalable indispensable aux investissements. Au niveau mondial, dans les décennies à venir, plus de 60% des investissements dans les nouveaux moyens de production énergétique seront dédiés aux énergies renouvelables. L'Europe doit rester le leader dans ce secteur y compris dans le domaine de l'innovation et de la recherche.»;

- considérant que le 5 février 2014 le Parlement européen a fixé les objectifs pour 2030 en matière de l'efficacité énergétique (40%), des énergies renouvelables (au moins 30% de la consommation finale) et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (au moins 40% comparé à l'année 1990);

- considérant que les Ministres Etienne Schneider (Économie) et Carole Dieschbourg (Environnement) ont plaidé dans leurs respectifs Conseils des Ministres de l'Énergie et de l'Environnement pour des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et du climat;

- estimant que ces objectifs sont en accord avec le programme gouvernemental 2013-2018 et notamment le passage suivant: «Le Gouvernement s'engagera résolument au niveau de l'Union européenne en faveur d'objectifs ambitieux et contraignants que ce soit dans le domaine de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables ou de la protection climatique et en fera une priorité diplomatique lors de la Présidence en 2015.»;

invite le Gouvernement

- à poursuivre tous les efforts nécessaires pour at-

teindre les objectifs fixés pour 2020 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-20% par rapport à 1990), en matière de la promotion d'énergies renouvelables (20% de la consommation) et de l'efficacité énergétique (+20%);

- à plaider pour des objectifs communautaires ambitieux et contraignants pour 2030 en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables (au moins 30% de la consommation finale) et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (40% comparé à l'année 1990), tout en précisant que l'objectif pour les énergies renouvelables au niveau national et en cas de nécessité les mesures de soutien financier y relatives seront fixés début 2016 suite à une évaluation dans ce domaine;

- à défendre ces objectifs contraignants lors des futures réunions au niveau communautaire, notamment lors du Conseil européen des 20 et 21 mars 2014;

- à préserver la compétitivité de l'industrie et de l'économie européenne à court terme en prenant des mesures concrètes pour réduire le coût de l'énergie pour les entreprises et industries concernées, également en utilisant les potentiels en matière d'efficacité énergétique;

- à tenir informée la Chambre des Députés en relation avec les évolutions dans ces dossiers au niveau communautaire.

(s.) Henri Kox, Franz Fayot.

► **M. le Président.**- Merci dem Henri Kox. Mir géifen dann déi Proposition, déi den Här Kox gemaach huet, fir d'Motioun direkt ze traitéieren nom éischte Projet, am Rahme vum Ordre du jour trancheieren.

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- Här President!

► **M. le Président.**- Jo, den Här Turpel.

### 4. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- Här President, ech wollt lech matdeelen, also, datt ech an deem Kader vun deem Punkt, deem elo ugeholl ginn ass op den Ordre du jour, eng alternativ Motioun géif presentéieren. Ech géif lech déi och da ginn.

#### Motion

La Chambre des Députés,

- étant profondément préoccupée par les causes et les effets des changements climatiques;

- considérant la nécessité de maintenir la hausse de la température globale sous le seuil des 2°Celsius, tel que convenu par l'Union européenne;

- considérant que cet objectif nécessite un accord visant à décarboner notre économie et transformer notre système énergétique par une réduction considérable de la consommation énergétique et une augmentation de la production issue de sources renouvelables;

- constatant que la proposition de 40% de réduction des émissions de gaz à effet de serre actuellement sur la table n'est pas suffisante pour faire face au danger qui menace notre planète;

invite le Gouvernement

- à plaider pour que le Conseil européen soutienne un plan d'action à la hauteur de cet enjeu, visant:

a) une réduction des émissions internes de l'Union d'au moins 55%,

b) des objectifs contraignants de 45% d'énergies renouvelables et

c) 40% d'économie d'énergie d'ici 2030.

(s.) Justin Turpel.

► **M. le Président.**- Dat ass eng interessant Neierung, eng Alternativ zu enger Motioun ze ginn, déi een nach net kannt huet.

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- Dat ass an der Kommissioun diskutéiert ginn.

► **M. le Président.**- An der Kommissioun? Très bien. Da ginn ech déi Motioun weider a mir géife se da matenee behandelen.

### 5. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlementareschen Ufroen a vun den Antworten ass um Büro vun der Chamber deponéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Chamber deponéiert: den 11. Mäerz vum Ausseminister de Projet de loi 6664, e Protokoll iwwert den internationale Pakt zu de wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Rechter; de 17. Mäerz huet de Wirtschaftsminister de Projet 6667 deponéiert, eng Direktiv iwwert d'Dauer oder d'Lafzäit vun den Droits d'auteur; den 18. Mäerz huet de Finanzminister de Projet de loi 6668 iwwert d'Ém-

setze vun enger Direktiv iwwert d'Fiskalitéit vun den Zënse beim Spueren deponéiert.

### Communications du Président - séance publique du 19 mars 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6664** - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 10 décembre 2008

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11.03.2014

**6667** - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 17.03.2014

**6668** - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.03.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 6. Changements de composition de commissions parlementaires

Da wollt ech der Chamber folgend Change-menter an der Komposition vun de Kommissiounen proposéieren.

Duerch d'Akraafttriede vum Gesetz vum 10. Mäerz 2014 iwwert de Service de Renseignement de l'État ass, wat d'Zesummesetzung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht betrëfft, vun de Fraktiounen folgend Kompositionen proposéiert ginn: den Här Claude Wiseler fir d'CSV, den Här Alex Bodry fir d'LSAP, den Här Eugène Berger fir d'DP, d'Madame Viviane Loschetter fir déi gréng.

An hirem Bréif vum 14. Mäerz huet d'CSV-Fraktion folgend Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun der Gesondheets- a Sportskommissioun betrëfft, proposéiert: D'Madame Martine Hansen ersetzt den Här Marc Spautz fir de Voleit Sport.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. le Président.**- Ass d'Chamber mat dësen Ännerungsvirschléi, wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ugeet, d'accord?

► **Plusieurs voix.**- Neen.

► **Une voix.**- Très bien!

(La Chambre marque son assentiment aux propositions avec trois voix contre de la sensibilité politique ADR.)

► **M. le Président.**- Okay, et ass eng grouss Majoritéit fir de Jo.

(Hilarité)

### 7. Ordre du jour

Den Ordre du jour brauch ech net nach eng Kéier virzeliesen, dee fannt Der op Äre Schiermer.

Ech wollt allerdéngs dann am Rumm vun dem Ordre du jour nach folgend Propos maachen: Mir géifen nom éischte Projet a Präsenz vun deenen zoustänneg Ministeren dann d'Motioun an d'alternativ Motioun traitéieren. A mir géifen nom zweete Projet déi Question urgente vum Michel Wolter iwwert d'Bauschutt-deponien derbäihuelen.

Ass d'Chamber mat deene Propositionen d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dat ass nach méi eng grouss Majoritéit.

Sou, mir géifen dann eisen éischte Projet de loi, de Projet de loi 6394, en Accord tëschent Lëtzebuerg, der Belsch, Däitschland a Frankräich iwwer eng Police- an Douaneskooperatioun op de gemeinsame Grenzen, an Ugrëff huelen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell geregelt. Ech hu bis elo d'Aschreiwunge vun deenen Härën Halsdorf an Hahn. An direkt huet d'Wuert...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- A Kartheiser!

► **M. le Président.**- Okay, jo.

(Interruption)

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Ech och!

► **M. le Président.**- Dann huet direkt d'Wuert déi honorabel Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol.

### 8. 6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001

Rapport de la Commission de la Force publique

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP), rapportrice.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härë Ministeren, léif Kolleginnen a Kollegen, Dir Dammen an Dir Härën, de Projet de loi, dee mer elo herno solle stëmmen, gouf vun eiem Ausseminister, dem Jean Asselborn, den 8. Februar 2012 schonn deposéiert. De Projet de loi huet nëmmen een Artikel. An ech probéieren dann elo ze erklären, wat de But vun deem Projet de loi a sengem eenzegen Artikel ass: nämlech deen, zwee Accorden ze approvéieren.

Deen éischten ass een tëschent Lëtzebuerg, der Belsch, Däitschland a Frankräich fir d'Mise en place an d'Exploitation vun engem gemeinsame Police- an Douaneskooperatiounszenter fir d'Grenzregioun. An dësen Accord gouf ënnerschriwwen de 24. Oktober 2008.

Zweetens ass en Accord guttzeheeschen tëschent Lëtzebuerg a Frankräich fir d'Kooperatioun tëschent Police an Douane an der Grenzregioun och erëm, an dee gouf schonn de 15. Oktober 2001 ënnerschriwwen.

Wat sinn elo d'Haaptobjektiver vun dësen zwee Accorden? Zënter dem Accord Schengen, oder besser, zënter datt déi systematesch Grenzkontrollen ofgeschaaft sinn, gëtt et e verstärkte Besoin, fir grenziwwerschreidend zesummenzeschaffen. An den Artikel 39 am Schengen-Accord, dee gesäit och vir, datt d'Kooperatioun an der Grenzregioun oder an de Grenzregiounen ka via bilateral Arrangementen renforcéiert ginn, an dat geschitt dann och elo hei mat dësen zwee Accorden.

Et geet an dësen Ofkommessen ëm d'Sécherheet an och ëm den Ordre public, mä och natierlech ëm d'Preventioun an d'Repressioun vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit, déi hei en Thema sinn.

Wat geschitt dann elo an dësem Centre commun, deen d'Chamberskommissioun vun der Force publique iwwregens de 27. Februar dëst Joer besiche war, wou also all Member d'Chance hat, fir sech en unzekucken, fir awer och déi Froen ze stellen an all Informatiounen ze kréien, déi e fir néideg fonnt huet?

Mir konnten eis also dovunner iwwerzeegen, datt, wéi et eben an dësen zwee Accorde steet, hei Informatiounen a Renseignementer ausgetosch ginn tëschent deene véier Länner, déi ech virdrun opgezielt hunn. An dat geet natierlech vill méi schnell, wéi wann ee misst via Paräis, Bréissel oder awer och Berlin fueren, fir





eenzel Informatiounen ze kréien, vu datt an esou engem Centre commun alleguerten d'Acteuren op enger zentraler Plaz zesummesëtzen.

Dës Zentren, déi hunn awer net d'Vocatioun, sech ze autosaieséieren, mä si sinn Uspriechpartner fir déi Servicer, déi d'Kompetenzen an der Grenzregioun hunn. Si sollen also virun allem, wéi ech scho sot, den Échange vun Informatiounen facilitéieren. Si ginn awer och Hëllefstellung bei der Preparatioun zum Beispill vun Observatiounen oder awer och vu grenziwwerschneidende Poursuiten. An de Succès vun esou Zentren, deen ass onëmstridden an e gëtt och innerhalb vu ganz Europa ëmmer méi grous.

2001 scho gouf jo den Accord mat Frankräich ënnerschriwwen, duerno mat der Belsch an Däitschland. An et sinn zënterdeem ganz gutt Erfahrung gemaach ginn, esou datt een dovunner kann ausgoen, datt esou Zentren och eng gewësse Laangliwegkeet wäerten hunn.

Den Zentrum, dee mer mat Däitschland, der Belsch a Frankräich gemeinsam hunn, deen huet och iwwregens säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg. E beschäftegt 39 Persounen: 8 fir Däitschland, 16 fir Frankräich, 8 fir d'Belsch a 7 fir Lëtzebuerg. Voilà, esou vill dann zum Inhalt vum Projet de loi.

Zum Avis vum Statsrot, deen den 8. Mee 2012 koom: Déi héich Kierperschaft ass d'accord mat dësem Projet de loi, mä si war awer der Meenung, datt den Avis vun der Dateschutzkommissioun wichteg wär. Dee gouf dunno och gefrot an e koom den 19. Abrëll d'lescht Joer, 2013 also.

D'Dateschutzkommissioun ass allgemeng mam Projet och averstanen, mä si bemängelt awer an hirem Avis, datt se net éischter gefrot gouf, zum Beispill schonn dann, wann esou Accorden ausgeschafft ginn. Si stellt nämlech fest, datt an esou Accorden et och dréms geet, fir ebe perséinlech Donnéeën auszutauschen. Mä leider géifen d'Accorden net preziséieren, ëm wat fir eng Donnéeën et dann elo sech hei handelt.

Voilà, da bleift mir nach ze soen, datt ech de 16. Januar dëst Joer zur Rapportrice an der Kommissioun bestëmmt gouf. Deen Dag hu mer dann och déi zwee Avis gekuckt an analyséiert, vun deenen ech lech elo grad hei geschwat hunn. Mäi schrëftleche Rapport, dee gouf dunno no der Visite, déi mer haten - mir haten décidéiert, mir géifen erëischt de Rapport maachen, wann all Kommissiounsmember sech kéint e Bild vun esou Zentre maachen -, dee gouf dunno den 11. Mäerz 2014 an der Kommissioun unanime ugeholl.

Nodeems ech en elo hei mëndlech virgestallt hunn, wär meng Aarbecht als Rapportrice gemaach. An ech profitéieren, datt ech d'Wuert hunn, fir nach den Accord vu menger Fraktioun, de Sozialisten also, fir dëse Projet de loi ze ginn, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapportrice. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Jean-Marie Halsdorf d'Wuert. Här Halsdorf.

## Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt och der Rapportrice Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech stelle mat Genugtuung fest, dass elo definitiv dat wichteg Instrument fir d'Polizeizusammenaarbecht an der Groussregioun hei legislativ verankert gëtt.

Et muss ee wëssen, dass dës Centre eenzeg-aarteg ass an Europa. Et ass deen eenzeggen Zentrum, wou Kooperatioun gemaach gëtt zwësche véier Länner. Wat och am Fong geholl sënnavoll ass, well an eise Länner ass jo vill Duerchgangsverkéier hei. Dofir versteet ee vläicht, firwat dass d'Initiativ schonn 2001 geholl ginn ass, fir bilateral zesummenzeschaffe mat de Fransousen. An 2003 ass dann och mat der Belsch a mat den Däitschen e Bureau commun de coopération policière an d'Liewe geruff ginn.

An dann eben dee grouse Moment, an ech mengen, d'Rapportrice huet dat gesot, dat war 2008 am Oktober, wéi déi Konventioun ënnerschriwwen ginn ass. Mä wat e wichtige Detail fir mech ass, ass deen: Si ass ënnerschriwwen ginn ënner Lëtzeburger Présidence vun der Groussregioun. Et war déi 11. Présidence. A Lëtzebuerg huet ëmmer eng Motorfunctioun an der Groussregioun. A grad well dës Büro och grad praktesch deen Areal ofdeckt vun der Groussregioun, kritt mat dësem Büro och, mat dësem Centre commun policier et douanier, déi Groussregioun e Gesiicht. An dat ass fir mech ganz wichteg, dass een dat hei ervirsträicht.

Et ass och ervirzesträichen, dass déi Initiativ, fir déi véier Länner, fir esou e Büro ze maachen, déi steet och am Programm vu Stockholm. De Programm vu Stockholm, dat ass en Instrument, dat ass 2009 an d'Liewe geruff ginn iwwer en Operationsprogramm, fir eben an Europa d'Justiz ze stäerken, fir am Fong geholl d'Zusammenaarbecht ze stäerken, d'Sécherheet ze stäerken an d'Fräiheet ze stäerken, an do gi mir nominatif dran opgefouert.

Dofir mengen ech, dat wat d'Rapportrice seet, déi Konkursiounen zéien ech och, deen Zentrum huet doudsécher eng grous Zukunft. E wäert eis viles vereinfachen an der Zesammenaarbecht, ob dat elo Froe si vu Führerschäiner, vun Autoen, vu Virstrofen, Telefonschlüssel an esou weider, dat fonctionnéiert ganz gutt.

Esou dass ech ganz kloer den Accord bréngen hei vun der CSV, ëmsou méi, well et eng Initiativ war vun der Regierung vu virdrun.

An e lescht Wuert awer, un de Minister wollt ech eng Fro stellen: Ech hunn héieren, dass déi däitsch Présidence vun der Groussregioun, dat ass an dësem Fall da Rheinland-Pfalz, d'Madame Dreyer huet gesot, si hätt gären, dass deen Zenter soll 24 Stonnen op 24 fonctionnéieren. Do war eng Demande do. Ech wollt wëssen, ob et do nei Elementer gëtt an ob mer an déi Richtung ginn, dass deen Zentrum elo da 24 Stonnen op 24 fonctionnéiert, oder nëmme, wéi et elo ass, am Dag? Dat ass och eng Zukunftsvisioun, déi een do muss hunn. Ech wier frou, wann déi nei Regierung eis géif soen, wou et do géif higoen.

Merci fir Äert Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Halsdorf. Als nächste Riedner ass den Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, et ass un lech.

Wou ass en?

► **Une voix.** - E kënnt.

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Ah, ech hat geduecht, en hätt sech...

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol e grouse Merci un d'Rapportrice, souwuel fir dee schrëftleche wéi och fir dee mëndlechen exzellente Rapport.

Här President, mir kënnen houfreg op den Accord vu Schengen sinn, net nëmme well säin Numm d'Faarwe vun eiem Land dobausse vertritt, mä besonnesch well hien et engem groussen Deel vun Europäer erlaabt, sech fräi iwwert d'Grenzen ewech ze déplacéieren. Et sollt een op dëser Plaz dann och vläicht nach eng Kéier ënnersträichen, dass den europäesche Projet eist Liewen oft méi kammoud mécht.

Wann eis Grenzen awer ëmmer méi u symboleschem Wäert verléieren, an dat gesäit een an dësse Woche gutt zu Zouffngen, da verschwannen d'Grenzen och, wat den Asazberäich vun der Police a vun der Douane ugeet. Et ass also wichteg, dass eis Leit mat den Nopeschlänner zesummeschaffen, fir déi national Sécherheet ze garantéieren.

Ech soen lech näischt Neits, wann ech op déi sëllegechen Abréich hei am Land opmierksam maachen. Déi lescht Wochen ass méi wéi eng Famill aus dem Wintersport zréckkomm, fir feststellen, dass d'Brigade bei hinnen am Haus waren. An deem Kontext ass eng gutt an eng effikass Zesammenaarbecht mat dem Ausland bestëmmt net vu Mutterwëll. Och kann ech mech nach un de spektakulären Abroch bei enger Sécherheitsfirma d'lescht Joer erënneren. Nëmme wa mir d'Donnéeën iwwer esou Virfäll mat den Autoritéiten aus den Nopeschlänner deelen, kënnen d'Déif gestallt ginn.

Här President, et ass wichteg, dass mir op dëser Plaz en Zeeche setzen an d'Zusammenaarbecht vun eiser Police an der Douane mat den Autoritéiten aus den Nopeschlänner ënnerstëtzen.

Dat gesot, bréngen ech heimat den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer hei iwwert deen Accord diskutéieren, da stelle sech e puer grondsätzlech Froen iwwert d'Sécherheet vun eise Grenzen. Den Här Hahn huet och schonn e puer vun deenen Aspekter opgewisen. Mä ech mengen, et ass eng Geleehheet, fir eng Kéier kuerz nozedenken, wat Schengen eis u weiderer Verantwortung bréngt am Zesammenhang mat der Polizei- an der Douaneszusammenaarbecht, fir d'Sécherheet vun eise Bierger ze garantéieren.

Et ass kloer, datt mir, wéi jiddwereen, frou sinn, datt et Schengen gëtt an datt oppe Grenzen do sinn. Awer mir setzen eppes derbäi als ADR, wat eis wichteg schéngt: oppe Grenze fir déi éierlech Bierger! Fir déi aner wëlle mer net, datt d'Grenzen duerchléissig sinn. A mir hätte gär eng Kontroll an deem Mooss, dat néideg ass, fir d'Sécherheet vun eise Leit ze garantéieren.

Dofir froe mer eis: Sinn déi Instrumenter, déi elo do sinn, adequat? Mir hunn en Traité de Prüm, fir d'Zusammenaarbecht tëschent Polizeikräften ze erlaben, zum Beispill am Fall, wou eng Poursuite néideg ass iwwert d'Grenz ewech. Wat eng gutt Saach ass. Wat mer awer net brauchen, dat ass eng Interpretatioun vum Traité de Prüm, wou mer op eemol Lëtzeburger Polizisten um Trierer Weihnachtsmarkt hunn an däitsch Polizisten op der Fouer. Mir gesinn net, wat dat soll eiser Sécherheet un zousätzlech Plus bréngen.

Mä mir hunn nach aner Obligatiounen, déi awer wierklech kéinte konkret hëllefen, fir d'Sécherheet tëschent de Grenzen oder op de Grenzen ze verstärken. An déi hu mer nach net ëmgesat. Ech zitieren hei besonnesch déi schwedesch Initiativ, déi et eiser Polizei géif erlaben, direkt mat der Polizei vun eisen Nopeschlänner Informatiounen auszutauschen, an déi nach ëmmer net ëmgesat ass, well mir hei am Land kee Polizeigesetz hunn, well hei nach ëmmer déi Fiktioun besteet, als wär all Polizeiiinformatioun eng Information judiciaire, déi nëmme kéint iwwert de Wee vun enger Kooperatioun tëschent de Justizautoritéiten dann un d'Nopeschlänner virugi ginn. Dat behënnert eis Polizei an der deeglecher Aarbecht. Dat mécht u sech de Verbriecher en Dëngscht an net der Kohärenz, déi mer brauchen, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren.

Mir hätte gär, wa mer hei iwwert deen Zentrum schwätzen, dee mer selbstverständlech ënnerstëtzen, well e jo an déi richteg Richtung geet, mä mir hätte gär, datt kohärent e Gesamtkonzept do ass fir d'polizeilech Zesammenaarbecht mat deenen anere Länner. An dozou gehéiert endlech och d'Ëmsetze vun der schwedescher Initiativ mat dem Corollaire: e Polizeigesetz a kloer Kompetenzen, wat de Gebrauch vun deenen Donnéeën ugeet, déi eis Police huet, datt se déi kann direkt och mat den Nopeschpolice austauschen.

E Wuert iwwert d'Douane. Och do kann ee sech nëmme wonnen, wat an deene leschte Jore geschitt ass, well mir hu jo do déi Diskussioun gehat iwwer Zouffngen, oder op jidde Fall stelle mer fest, datt Zouffngen ofgerappt gëtt. Ech wëll awer d'Virgeschicht dovunner erzielen. Zouffngen gëtt ofgerappt, obschonn et renovéiert ginn ass. Et ass renovéiert gi vun 2000-2006 op Demande vun der Douane hin. Dat heescht, mir ginn en Douaneshaische renovéieren, wat mer dann e puer Joer drop fir véier Milliounen Euro ofrappe ginn! Do ass keng Kohärenz an et ass keng Logik.

An enger Äntwert op eng Question parlementaire aus dem Joer 2010 huet d'Regierung gesot - et ass nach net laang hier -, do huet d'Regierung gesot: „Les contrôles douaniers aux frontières intracommunautaires“, déi wärend zwar ofgeschafft ginn, „les infrastructures Sterpenich, Mesenich et Dudelange-Zouffngen“, déi géifen allerdéngs all hir Pertinenz behalen, well se „des réseaux européens transfrontaliers“ géifen ofdecken. An dofir wärend déi ganz wichteg, och wéinst den internationalen Accorden iwwert den Transport routier. Dat seet d'Regierung 2010, nodeems se Zouffngen renovéiert huet, an dann 2000 - wat ass et elo? -, 2014 geet se déiselwecht Infrastruktur fir véier Milliounen Euro ofrappen. Do ass keng Kohärenz!

Wa mir gär hätten, datt och d'Douane kann - an am Kader vum Accord de Schengen ass dat méiglech, ouni nach iergendeppes ze änneren -, datt och d'Douane ka Grenzkontrolle maachen, da muss d'Douane och Infrastrukturen a Méiglechkeeten hunn, fir dat och kënnen an anstännege Konditiounen ze maachen. An dat geet net, wann een déi Infrastrukturen, déi d'Regierung nach selwer virun e puer Joer als wichteg deklaréiert huet, dann ofrappe geet. Dir kënnt d'Douane jo dann net, oder d'Police, deemno wien dann déi Grenzkontrolle muss maachen, an Zelter ënnerbréngen oder einfach op d'Strooss setzen.

Dofir, wat mir gär hätten, obscho mer elo natierlech hei deen Zentrum ënnerstëtzen an d'Gesetz vun haut matstëmme - ech soen der Madame Dall'Agnol ausdrécklech Merci fir déi gutt Presentatioun vun deem Projet -, mä wat mir gär als ADR hätten, dat ass e kohärent Konzept, fir d'Sécherheet vun eise Grenzen ze garantéieren am Interessi vun der Sécherheet vun de Bierger. Oppe Grenzen, selbstverständlech, awer oppe Grenze fir déi éierlech Leit!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt eppes zur Virgoensweis hei soen. Hei hu mer et ze di mat engem Centre, dee jo net elo nei geschaf gëtt, mä dee scho besteet. E besteet deelweis zënter 2001, an op jidde Fall zënter 2008, eleng nëmme op der Basis vun Accorde vun deenen eenzelne Regierungen a Frankräich, an der Belsch, an Däitschland an der Lëtzeburger Regierung, an e soll d'Kooperatioun tëschent de Policecorpsen an den Douanescorpsen an de Gendarmeriecorpsen, do wou et se gëtt, an der grousser Regioun hei regelen an e gesäit en Austausch vun Informatiounen tëschent deenen eenzelne Corpe vir.

Et ass ganz richtig virdru gesot ginn, dass eigentlech jo Policeinformatiounen nëmme kënnen ausgetosch ginn iwwert de Wee vun de Gerichter. Et ass hei awer virgesinn, op d'mannst indirekt, déi Informatiounen auszutauschen. Menger Meenung no ass de Fonctionnement, sou wéi e bis elo bestanen huet, ouni gesetzlech Basis zu Lëtzebuerg - an déi ass et bis elo net ginn -, illegal gewiescht!

Dat emol zur Virgoensweis an zum Prinzip vun deem Centre hei, iwwert dee mer diskutéieren, jorelaang duerno, nodeems e scho funktionéiert, voll funktionéiert: 39 Leit sinn do voll beschäftegt aus deene véier genannte Länner!

Wat den Objet ugeet vun deem Centre, esou ass aus deenen Dokumenter, déi mer kritt hunn, erauszeliesen: Och opgrond vu verschiddenen internationalen Accorden, déi et gëtt, besteet den Objet doran, sech ëm d'Sécherheet ze bekümmern, ëm den Ordre public, zum Beispill och bei transfrontalière Manifestatiounen, steet zum Beispill och op enger Plaz do dran. Et geet och ëm d'Criminalité transfrontalière, wou ee sech natierlech vill Hypothese ka virstellen, wou esou eng Zesammenaarbecht am Prinzip berechtigt wier. Et geet awer och ëm Abschiebungen, zum Beispill bei Froe vun illegaler Immigratioun.

Wat ech awer net fonnt hunn am Objet vun deem Centre de coopération transfrontalière vun de Policen, dat ass, dass se kompetent wieren och zum Beispill fir Wirtschaftskriminalitéit, oder dass se zum Beispill kompetent wiere fir Steierflucht, Steierhannerzëung. Grad dat wier awer eppes hei an der Géigend, wat warscheinlech interessant wier. Grad do misst et jo och eng Zesammenaarbecht vun de Policé ginn. Well och do, Här Kartheiser, gëtt et jo awer bekanntlecherweis ganz vill onéierlech Bierger, déi d'Gesetzer verletzen, wat d'Steierhannerzëung ugeet, wat d'Wirtschaftskriminalitéit ugeet an esou weider. Dat gehéiert zum Beispill net zum Objet vun deem heite Centre de coopération.

Da wëll ech nach e puer Saachen opgräifen, déi hei opgeworf gi si vun der Commission de protection des données. Éischstens emol gëtt vun deene ganz staark a Fro gestallt, dass si iwwerhaupt net gefrot gi sinn, wéi deen Accord do ausgehandelt ginn ass, wou Saachen drastinn iwwert d'Protection des données, dass d'Lëtzeburger Commission de protection des données, an ech huelen un, an deenen anere Länner ähnlech Organismen och, quer net gefrot gi sinn, wat soll do drastoe kommen. Ech huelen och un, wann ech dat esou liesen, dass bis elo nach iwwerhaupt keng Kontrollen do stattfonnt hunn op der Plaz, obschonn déi Accorden eigentlech hinnen d'Recht géife ginn, op der Plaz selwer Kontrollen auszuféieren.

Et gëtt och kritiséiert, ech wëll dat hei zitieren: «Les accords ne contiennent aucune précision quant aux catégories de données», déi do sollen an deene Fichiere gesammelt ginn, Fichieren, déi ausgetosch ginn ënnert deenen eenzelne Policecorpsen. Dat heescht, d'Lëtzeburger Commission de Protection des données kritiséiert ganz staark, dass iwwerhaupt net kloer definéiert ass, wat iwwerhaupt den Objet ass vun deene Fichieren, déi do ugeluecht ginn an déi awer scho jorelaang funktionéieren.

Et gi sech och Froe gestallt iwwert d'Artikulation vun deenen heiten Accorde mat den europäeschen Direktiven iwwert den Terrorismus, ouni dass eigentlech preziséiert gëtt, wat domat gemengt ass. Ech wëisst och emol gär, wat domat gemengt wier. Et läit och keen Avis hei vir vun de Gerichter. Et läit keen Avis vir vum Parquet dozou, wéi déi Zesammenaarbecht a Wierklechkeet funktionéiert, wat fir Problemer sech eventuell do stellen. An dat hätt ech awer ganz gäre gelies, wéi den Avis ass vun deene Gerichtsmlieuen dozou. Et ass emol an der Zäit üblech gewiescht, dass och d'Gerichter, wann esou Projekte virlouchen, gefrot gi sinn, fir en Avis ze maachen.

Schlussendlech wëll ech nach soen, dass ech souwisou, a meng Fraktioun souwisou Bedenken huet, wat déi europäesch Immigrationspolitik ugeet, wat déi Aspekter vum Schengen-Accord ugeet, wat Frontex ugeet, wou am





Fong geholl eng Festung Europa just soll fortifiéiert ginn an nâischt Wesentlech zur Immi-gratiounspolitik bäigedroe gëtt.

Aus all deenen Ursachen, Här President, wëll ech lech matdeelen, dass mir wäerte mat Neen hei stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. le Président.** - Domat ass eis Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister vun der Force publique.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Merci, Här President. Ech wëll och hei mech net mat frieme Fiedere schmücken, wa mer dee Projet de loi hei elo haut verabschieden. Esou wéi den Här Halsdorf dat richtig gesot huet, ass dat jo ënner senger Présidence 2008 ausgehandelt ginn, an all déi Froen, déi den Här Urbany gestallt huet, mengen ech, wende sech dann och éischter un den Här Halsdorf, deen... Sechs Joer dann duerno elo deen Article unique hei, dee mer dann haut hei wäerte verabschieden.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer dat doten hunn. Mir hunn eng Rei Strukture gehat, déi scho funktionéiert hunn. An do huet den Här Urbany och recht, dass déi scho funktionéiert hunn, an dofir, mengen ech, gëtt et héich Zäit, dass mer dat och elo alles legaliséieren a propper duerstellen.

Ech hunn hei nach eng Geschicht gehat zu Rheinland-Pfalz, eng Fro vum Här Halsdorf, wéi et mat Rheinland-Pfalz wier. Dat ass eng Ufro effektiv gewiescht, a mir sinn amgaang ze kucken, wéi mer dat handlen. Dir wësst natierlech, wa mer 24 Stonnen op 24 esou funktionéieren, dass dat natierlech och e Käschtel punkt huet. Mä mir sinn awer amgaang, dat dote positiv ze kucken.

Dann, wat den Här Kartheiser seet zu den Douaneshaischer, do wëll ech just drun erënnere, dass och déi Décisioun, fir dat Douaneshaischen zu Zouffgen ofzerappen, eng Décisioun war, déi zrëckgeet op en Accord, dee geschloss ginn ass vum fréiere Lëtzeburger Premier mam franséische Premier. Den Haaptgrond dofir war dee vun de Sécherheetsproblemer, déi op där Autobunn bestinn, vum Réckstau, dee permanent doduerjer verursaacht gëtt. An ech mengen och, dass d'Douane net onbedéngt en Haische brauch, fir Kontrollen ze maachen. Ech mengen nämlech net, dass een, dee wierklech wëllt kriminell sinn, dass dee sech géif iwwer eng Douane woen, wou och nach en Douaneshaischen aktiv bedriwwen gëtt.

Voilà! Ech wollt dat dozou just soen an lech Merci soe fir de Vote, wann Der dat da stëmmt, vun deem Gesetz. Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Minister. Ech géif dann direkt zum Vote iwwert de Projet 6394 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6394 et dispense du second vote constitutionnel**

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

60 Deputéiert hu sech um Vote bedeelegt: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet adoptéiert.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hettogaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beisel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Wéi virun ofgemaach, géife mer dann zu der Presentatioun an der Diskussioun vun der Motioun, respektiv de Motiounen, iwwergoen. Als

Éischten huet den Här Henri Kox als ee vun den Auteurs vun där éischter Motioun d'Wuert. Här Kox.

**9. Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030**

**Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030**

**Exposés**

► **M. Henri Kox (déi gréng), auteur.** - Här President, Merci. Dëse Weekend ass e Conseil européen, wou ënner anerem och iwwert d'Energie soll geschwat ginn. Dir wësst, dass d'Kommissioun en Aktionsplang virgeluecht huet, fir der Energie 2020-2030 en neie Kader ze ginn. Dat sinn déi éischt Diskussiounen, déi lafen, ouni dass konkret Ziler wäerten dëse Weekend awer och genannt ginn.

Ech si frou, dass nom éischte Paquet vun der EU 2008 Bewegung komm ass an der Europäescher Unioun. Dir wësst, dass mer e Paquet hu fir 2020, dat heescht also 20% wat d'Effizienz ubelaangt, 20% wat den Undeel vun den erneierbaren Energie betrëfft, an 20% Reduktioun vum CO<sub>2</sub>.

Dir wësst, dass déi dräi Domänen och am Regierungsprogramm Afloss fonnt hunn, nämlech aus Siicht vun den Aarbechtsplazen, aus Siicht vun enger effizienter an nohalteger Energiepolitik an Ekonomiepolitik.

Dir wësst, dass haut schonn a ganz Europa 4,2 Milliounen Aarbechtsplazen ofhängeg si vun deenen dräi Secteuren. Ënner anerem gi mer haut méi wéi 450 Milliarden Euro aus, fir eis mat Energie ze approvisionéieren. Dat heescht, dat sinn 1.000 Euro op de Kapp, eng schnell Rechnung. Och dat huet am Zusammenhang mat der Kris vläicht an der Ukrain ze dinn, wou mer jo nach eng ganz grouss Ofhängegkeet vis-à-vis vu Russland hunn, wat den Energieimport ubelaangt. Dat heescht also, dass Europa sech anescht opstellt, wat de Begriff Energie ubelaangt a méi eng grouss Onofhängegkeet vis-à-vis vun Drëttlänner muss maachen.

Den 20. Januar 2014 hunn d'Carole Dieschbourg an den Etienne Schneider jeeweils als Responsabel vun dem Environnement an der Energie e Brëif un d'Madame Connie Hedegaard, déi de Klima an der Europäescher Unioun betreit, respektiv de Günther Oettinger gerichtet, fir hinne e Rappel ze maachen, dass mer a Richtung vun ambitiësen Ziler sollte schaffen an ënner anerem och déi Ministeren oder déi Länner ënnerstëtzen, déi méi pro Klima sinn, déi méi pro fir eng progressiv Beschäftigungspolitik an der Klima- an Energiepolitik antrieden. Dat si Länner wéi Frankräich, Eisträich, d'Belsch, Holland, Portugal an Irland.

Dir wësst, dass mer do ganz ambitiëse Programmer wäerten opleeën an der Europäescher Unioun. Dofir ass et och wichteg an och richtig, dass d'Europäesch Parlament a sengem Vote um 5. Februar 2014 d'Kommissioun nach eng Kéier opgefuerdert huet, méi wäit vläicht ze goen, iwwer hir Ambitiounen erauszegoen, déi se deemools beim éischten Entworf festgeluecht huet. An d'Europäesch Parlament huet gesot, kommt mir ginn eis ambitiëse Ziler, mir ginn an der Efficacité énergétique op 40%. Mir probéieren, au moins 30% bei den Énergies renouvelables ze maachen a 40% Reduktioun beim CO<sub>2</sub> vis-à-vis vun 1990. Dat hu souwuel den Etienne Schneider wéi och d'Carole Dieschbourg nach eng Kéier an hire respektive Conseilen zu Bréissel ënnerstrach.

Dofir menge mer, dass et och ganz wichteg ass, dem Xavier Bettel, elo wann en dëse Weekend op Bréissel geet, vun eiser Chamber eng positiv Approche mat op de Wee ze ginn, fir dass hie sech, dass de Premierminister sech ka mat deene Länner bereet maachen, fir eng ambitiëse Energiepolitik ze maachen.

Dir wësst, dass mëttlerweil och ganz vill Klimaskeptiker ënnerwee sinn, insbesondere e Land wéi Polen éischter op Kuel respektiv de Fracking wëllt zrëckgräifen, respektiv Frankräich an England, déi éischter e Wee vun der Atomenergie nach ëmmer wëllen aschloen, an dass dat net onbedéngt eis Démarche ass.

Dofir gi mer der Regierung e puer Invité mat op de Wee: éischstens, dass déi Ziler vu Lëtzebuerg, déi mir selwer genannt hu bis 2020, mussen konsequent weidergefouert ginn. Dir wësst, dass mir och en Zil vun 11% an den erneierbaren Energie bis 2020 mussen erreechen. Mir sinn haut nach ëmmer bei 3,2%, mengen awer, dass dës Regierung dat konsequent wäert upaken, fir kënnen dat Zil ze erreechen, an dëse Weekend, jo, sech wäert staarkmaache fir en ambitiëst Zil, wëssend, dass keng Kritäre festgeluecht sinn.

Mä mir ginn awer mat op de Wee, dass op d'mannst an den Énergies renouvelables emol schonn 30% festgeschriwwen ginn. Dat ass en éischte Schrëtt. Wa mer dat bis festgeluecht hunn, da kënnen mer och en zweet Zil nennen, nämlech déi 40% vun der CO<sub>2</sub>-Reduktioun. A wann et et erméiglecht, och an der Effizienz eppes ze erreechen, si mer méi wéi frou, wann do eppes erreecht gëtt. Dëse Weekend steet dat zur Debatt, an dofir menge mer, dass et ganz wichteg ass.

Ee Punkt wëll ech awer ënnersträichen, dat ass d'Diskussioun vun der europäescher Industriepolitik, dass se natierlech Kompetitivitéitsproblemer de Moment wäert hunn, wat den Energiepräis ubelaangt. Ech mengen awer, dass et wichteg ass, och do mat der Industrie op europäeschem Niveau Effizienzen auszeschaffen, fir dass si och kann à long terme besser domadder eens ginn.

Ech wënschen nach zum Schluss, an dat ass mäi leschte Saz zu dëser Motioun, dass d'Chamber (veuillez lire: dass d'Regierungsmemberen), esou wéi dat och elo an dësem Fall de Fall scho war, wann Debatten op europäeschem Niveau lafen, selbstverständlech prett sinn, fir all Moment an d'Chamber ze kommen a mat den Deputéierten zesummen an déi richteg Energie- a Klimapolitik ze goen.

Ech soe Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kox. Ech géif d'Wuert dann direkt weiderginn un den Här Turpel, fir seng Motioun oder säi Complément zur Motioun virzedroen. Här Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk), auteur.** - Dir Dammen, Dir Härren, léif Kollegen, ech wëll kuerz drop zrëckkommen, wéi et iwwerhaupt zu där Diskussioun iwwert déi Motioun hei komm ass. Dat war an der Ëmweltkommissioun vum 12. Februar, wou eng Rei europäesch Dossieren um Ordre du jour stoungen, net nëmmen en Aktionsplang vun der Kommissioun, iwwert deen een eng Kéier misst ausféierlech diskutéieren, a wou och d'Meenung ausgedréckt ginn ass, dass een dat eng Kéier misst am Plenum maachen, mä och dat berühmte Wäissbuch oder d'Kommunikatioun vun der Kommissioun iwwert d'Klimaziler vum 22. Januar 2014.

An ech war an der Kommissioun der Meenung, dass mer déi Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun net einfach esou kéinte laanschtgoe loosser, ouni ze reagéieren. D'Kommissioun war sech relativ schnell eens, dass et wichteg wier, fir esou eng Motioun ze maachen, déi seet, wat d'Chamber vun deem Wäissbuch a vun deene Klimaziler do hält. Ech bedauern, dass mer et net fäerdegbruecht hunn, eng Motioun ze maachen, iwwert déi mer eis eens gi sinn. Dofir sinn ech dozou iwwergaangen, fir ze soen, dass ech eng komplementär Motioun maachen, op déi ech elo wëll agoen.

All Mënsch, dee sech mat der Klimasituatioun ofginn huet, weess, dass d'Zil, wat sech gesat gouf, ass, fir d'Aerderwärmung net méi wéi zwee Grad zouhuelen ze loosser um Enn vum Jorhonnert. All Mënsch weess awer och, wann een d'Realität kuckt, dass déi Erhéizung vun net méi wéi zwee Grad, dass déi, an ech zitieren d'Experten, „nëmmen ënner kaum virstellbaren, extremen Ustrengeunge vun alle Länner, vun der Wirtschaft a vun de Bierger ze erreechen ass“. Datt et probabel ass, esou wéi de Wee elo ass, dass mer eng Erhéizung vun der Ärdwärmung kréie vu 4% an datt souguer eng Erhéizung vu 6%, wann et esou weidergeet, net auszuschléissen ass, wahrscheinlech ass, heescht et souguer am Rapport vum IPT...

**(Interruption)**

ICP, pardon, richtig! (veuillez lire: IPCC, pardon, richtig!) Souguer wa mer eng Erhéizung hätte vu véier Grad, wier dat fir 2050 schonn eng onvirstellbar Situatioun op dëser Welt. A virum Enn vum Jorhonnert géif dat heeschen, dass Milliarde vu Leit hiren natierleche Liewensraum geholl kréichen.

Mir sinn eis och eens, wann een op d'Klima an op d'Aerderwärmung wëllt awierken, dass déi dräi Aktiounen kombinéiert mussen ugaange ginn, déi heeschen: Emissioun, Zäregaser - wat haaptsächlech den CO<sub>2</sub> ass, mä och net nëmmen -, wat erneierbar Energien ueget a wat Energieaspuerungen ueget.

A wéi d'EU-Kommissioun hiert Wäissbuch erausginn huet, dunn ass dat als e Skandal emfonnt ginn, net nëmme vun Ëmweltorganisatiounen, mä och vu Gewerkschaften, vu Regierungen a vu ganz villen Deeler an Europa. An et ass gesot ginn..., well dat Zil, wat do dra-steet, ass jo dat, ënnert dem Drock vun de Wirtschaftslobbys huet dës Kommissioun noginn a gesot, si géif d'Zäregasemissiounen reduzéieren, 40% erneierbar Energien op 27% gesinn. Woubäi, wann ee weess, dass een ouni Effort schonn op deen Undeel vun erneierbaren Energien do kéim!

An d'europäesch Ëmweltorganisatiounen, déi am „Climate Action Network“, CAN, zesumme-geschloss sinn, hu sech zesummegeesat a gesot, mir maachen en dréngenden, dréngenden Appell un de Conseil, deen dëse Weekend zesummekënn, fir ze soen, wat d'Zäregaser ueget, 40% geet net duer, dass musse 55% sinn, 27% erneierbar Energie, do muss een Effort gemaach ginn, fir op 45% ze kommen, an d'Energieaspuerunge mussen 40% sinn.

Déi Motioun, pardon, déi Petitioun, déi gëtt ënnerstëtzt zu Lëtzebuerg vun „Votum Klima“, an deem ënner anerem d'Caritas, d'ASTM, de Mouvement écologique a Greenpeace dra sinn. An dat, wat mir proposéieren hei, ass ganz einfach, d'Ziler, déi europawäit vun deenen Organisatiounen, och vun den Ëmweltorganisatiounen zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn, fir déi hei ze ënnerstëtzen an enger separater Motioun.

Zur Motioun selwer, déi d'Majoritéit elo virgeluecht huet, hat ech proposéiert, déi Ziler mat eranzebréngen. Wat mir an där Motioun sécherlech net gefält, dat ass, dass an de Considérante geschriwwen gëtt, wéi wann alles an der Rei wier. Wat awer och e Problem ass, dass ass, dass an den Ziler op der zweeter Säit: «invite à plaider pour des objectifs communautaires ambitieux et contraignants pour 2030 en matière d'efficacité énergétique,...», do steet keen Zil do, et steet keen Zil do, «...d'énergies renouvelables (au moins 30%...)», dat ass elo emol mat erakomm, dass do „au moins“ steet, bis virun enger Stonn stoung do emol net deen „au moins“! A bei den Zäregaser 40%, do steet emol net „au moins“! An et steet virun allem net do, dass dat och intern an Europa een Zil muss sinn, „domestique“, dat heescht een Zil vun der Europäescher...

**(Interruption)**

Jo, okay, dass kann een elo soen. Et steet awer net do. Et wier gudd gewiescht, wann een dat hätt kënnen maachen. Ech krut allerdéngs gesot, no der Kommissiounssitzung, et hätt kee Sënn, dass ee géif Amendementer maachen, et wier ofgeschloss. Dofir enthalte mir eis och bei där Motioun, well awer eng Rei Saachen dra sinn,...

► **M. Henri Kox (déi gréng), auteur.** - Gutt. Très bien!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk), auteur.** - ...déi e Message duerstellen. Mir wëllen net an enger Rei stoe mat deenen, déi iwwerhaupt nâischt wëlle maachen, well déi missten nämlech hei dergéint stëmmen. Mä mir wiere frou, wann d'Chamber komplementär zu där Motioun do déi aner Motioun géif stëmmen, déi wierklech eng wäertvoll Ënnerstëtzung wier fir de Klimaschutz a fir d'Organisatiounen, déi an deem Beräich aktiv sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. Ech hunn eng Rei vu Wuertmeldungen. Éischt Wuertmeldung vum Här Marco Schank.

**Discussion générale**

► **M. Marco Schank (CSV).** - Merci, Här President. Merci och dem Henri Kox fir d'Presentatioun vun der Motioun, déi mir als CSV-Fraktioun och wollten hunn. D'Presentatioun ass gemaach, ech ka mech elo kuerz faassen.

Dräi Ziler: D'EU-Zil vum 40% Erofsetze vun den Zäregasen en vue vun 2030 ass net nei, well déi Proposition och schonn 2011 an der Feuille de route stoung fir eng Économie à faible intensité de carbone, Horizon 2050, an och déi fréier Regierung sech hannert dat Zil gestallt huet. Dat war am Juni, mengen ech, 2011.

Wat d'Efficacité énergétique ubelaangt, kann ee bedauern, dass keen Zil do ass, mä d'Kommissioun erkläert dat jo, well se eng entspreichend Direktiv nach wëllt analyséieren, also vun enger entspreichender Direktiv wëllt och fir d'Éischt eng Revisioun maachen.

Dann, wat elo d'erneierbar Energien ueget, wëllt Lëtzebuerg mat aacht anere Länner méi wäit goe wéi déi Propos vu 27%, nämlech op 30%. An do kann ee soen, a mir soen dat och, dass dat sénnvoll ass, dass probéiert gëtt, sech